

SAUVONS ENSEMBLE LA SECURITE SOCIALE

Depuis 1975 plus de douze plans de redressement des comptes de l'Assurance Maladie se sont succédés. Quelle qu'ait été la couleur politique des gouvernements la « réforme » a bien souvent consisté en une baisse de remboursement des soins pour les assurés sociaux.

Citons la baisse de 5 % de la prise en charge des actes médicaux, la baisse ou les déremboursements des médicaments, la fin de la prise en charge à 100 % des actes pré et post opératoires, la hausse régulière du forfait hospitalier (de 7 € à 16 € par jour), les franchises diverses sur les honoraires médicaux, médicaments, transports et auxiliaires médicaux auxquels s'ajoutent les dépassements d'honoraires pratiqués par certains médecins travaillant aussi bien dans le secteur privé qu' à l'hôpital.

Notre système de solidarité vole peu à peu en éclat, chaque euro de déremboursement entraînant un transfert de la Sécurité Sociale, régime solidaire et obligatoire vers les systèmes complémentaires, mutualistes ou privés, mais de toute façon assuranciers dans lequel chacun se paie la couverture qu'il peut.

Aujourd'hui pour se soigner, une complémentaire santé devient indispensable. Or les cotisations ne cessant d'augmenter, les familles à faibles revenus ne peuvent accéder qu'à des garanties inférieures. **Si bien que le renoncement à des soins indispensables augmente chaque jour dans notre pays.**

Et la réponse qui est faite est celle de la mise en place des banques et des assurances dans les garanties complémentaires, leur but étant à terme de remplacer notre régime de sécurité sociale.

Face à cette évolution de notre système de protection sociale, le Refuge Mutualiste exige :

- la suppression des mesures pénalisant les malades (franchises médicales, forfaits divers, dépassements de tarif...)
- l'amélioration des remboursements de la Sécurité Sociale permettant un égal accès pour tous aux soins indispensables.
- Un élargissement, juste et équitable, du financement de notre protection sociale solidaire et obligatoire.
- Une réorganisation de notre système de santé centré autour des soins de terrain (maisons de santé dans les campagnes et les quartiers et développement des hôpitaux de proximité) avec une refonte des modes de rémunérations des professionnels de santé.
- Une modification du financement de la CMU Complémentaire qui est actuellement très inéquitable, pénalisant encore une fois les mutualistes à faibles revenus.
- Une prise en charge nationale et solidaire de la dépendance des personnes âgées.

Nous n'accepterons pas que notre protection sociale bascule vers un système commercial géré par des assureurs privés pour lesquels la santé est un marché.

J'approuve et soussigne ce manifeste :

Nom, prénom :

Adresse, CP, Ville :

Téléphone :

E-mail :

Signature :